



**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 – 2237 du 13 novembre 2025
concernant la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY
sur le territoire de la commune de Dugny-sur-Meuse**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-745 du 29 mars 2007 réglementant les activités de la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY sur le territoire de la commune de Dugny-sur-Meuse ;

Vu l'étude des dangers en date du 21 août 2014 remise par la société des carrières et fours à chaux de Dugny pour son site de Dugny-sur-Meuse, ainsi que ses compléments transmis en 2017 et 2018 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé AR/418-2024, en date du 8 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 24 octobre 2025 ;

Vu l'absence d'observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2025 ;

Considérant que les phénomènes dangereux majorants de l'établissement sont liés à la tuyauterie de gaz, depuis le poste de détente jusqu'à son utilisation dans l'usine ;

Considérant que le retour d'expérience des incidents et accidents comportent des dépassements de pression au niveau des postes de livraison de gaz, et que de tels dépassements peuvent être à l'origine des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de danger du site aux scénarios 10 et 11 ;

Considérant que, pour limiter la survenue de ces scénarios, l'étude de danger du site préconise la mise en place d'un organe de sécurité ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

La Société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son usine de production de chaux située à Dugny sur Meuse.

Article 2 : Organe de sécurité

Dans un délai de six mois à compter de la notification de la présente décision, un organe de sécurité est mis en place, le plus en amont possible de la conduite située entre le poste de livraison de gaz et les vannes G2 et G3. Cet organe devra permettre de limiter la pression dans l'ouvrage en deçà de la pression maximale admissible.

La tuyauterie de gaz depuis le poste de détente raccordé à la canalisation de transport jusqu'à l'ensemble des points de consommation du gaz dans le site industriel, ainsi que l'ensemble des organes de sécurité qui lui sont liés, font partie de l'établissement.

Article 3 : Publication

Une copie de cette décision est déposée à la mairie de Dugny-sur-Meuse et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex – Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

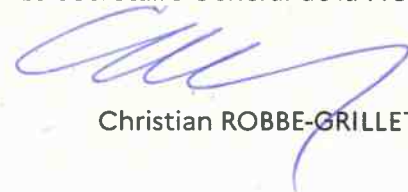
Article 5 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est et le Maire de Dugny-sur-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, à titre de notification, à la société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny et, à titre d'information, au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse, au Directeur départemental des territoires de la Meuse (service environnement), à la Directrice de l'agence régionale de santé (délégation territoriale de la Meuse) ainsi qu'à la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Christian ROBBE-GRILLET

